

Athlétisme : Assemblée générale de la ligue Grand Est

Rémi STANGRET ne voulait pas attendre de prendre le mur avant de mettre le clignotant

Élu en novembre 2016 à Strasbourg lors de la fusion des anciennes Ligues, l'Alsacien a décidé de quitter la présidence au 1er avril, lassé des attaques dont il a fait l'objet.



Rémi STANGRET avait laissé entendre qu'il souhaitait être président salarié, ça lui a sûrement coûté son poste. - François NASCIMBENI

L'Alsacien Rémi STANGRET a quitté Reims samedi en fin d'après-midi toujours dans la peau du président de la LARGE (Ligue d'Athlétisme Régionale du Grand Est), qu'il conduit depuis novembre 2016, mais un président en sursis. Effectivement, après des débats houleux – il devait s'y attendre, les tensions remontant à plusieurs semaines, notamment sur un point, sa demande de proposition de devenir un président salarié – lors de l'assemblée générale qui avait lieu au Creps, il a décidé en toute fin de réunion de rendre son tablier au 1er avril. Il s'en explique.

Votre décision de quitter la présidence est-elle réfléchie ou a-t-elle été mûrie en cours de travaux parce que vous avez été chahuté ?

Ce n'est pas prémédité de longue date mais c'est un constat qui s'impose. Je ne pouvais clairement pas mener à bien les projets portés si je n'étais pas à 100 % sur cette activité. Comme il y a eu un courrier de la Fédération à destination des clubs de la LARGE de ne pas aller dans ce sens-là – je ne suis pas en phase avec son analyse mais ce n'est pas grave –, pour ne pas que les esclandres et les tensions aillent plus loin, j'avais déjà écrit aux clubs de la région que si je n'avais pas le temps de le faire, je démissionnerais. Mais, proprement, avec

des comptes certifiés et des dossiers passés pour que la suite se déroule sans souci. Je ne pouvais pas repartir en emploi tout en continuant d'assumer cette mission-là. Il ne faut pas attendre de prendre le mur avant de freiner et de mettre le clignotant.

Ce point de tension existait depuis un certain temps. Il y a eu un certain nombre de courriers échangés. On a bien vu lors de l'AG que c'était tendu avec certaines personnes. Vous deviez vous douter que ça allait se passer de la sorte ?

Je peux accepter une certaine charge de travail mais me faire harceler et agresser depuis des mois, ça ce n'est pas possible. Salarié ou pas salarié, ce sont des comportements que je ne cautionne pas dans la nature humaine. J'ai tout de suite voulu dépassionner les choses en ne voulant pas évoquer le point 12 pour que l'AG puisse avancer.

« Je n'étais pas préparé à la violence et les agressions à mon rencontre »

Vous allez donc démissionner au 1er avril. Comment va se dérouler la suite ?

J'ai étudié en amont. Par rapport aux statuts de la Ligue, quand son président démissionne, le bureau nomme un président temporaire jusqu'à la prochaine assemblée générale. Il n'y a pas besoin de reconvoquer une assemblée ou des élections. ça peut être soit sur une AG extraordinaire, soit sur l'AG 2019 au cours de laquelle le comité directeur proposera un président parmi ses membres. On n'a donc pas perdu deux ans, les choses n'ont pas été construites pour rien. Elles pourront se poursuivre.

Quittez-vous votre poste à regret en vous disant que vous n'êtes pas allé au bout de ce que vous auriez voulu faire ?

C'est une question compliquée car les sentiments sont mitigés. Il n'y a pas de regrets d'y être allé, d'avoir travaillé pendant dix-huit mois. Il y a surtout la fierté et la sérénité d'avoir agi pour l'intérêt commun. Ce qui a été assez stupéfiant, c'est le manque de discernement de certaines personnes qui ont détourné les choses de manière mensongères et manipulatrices. C'est atroce. C'est plus ça qui est décevant, plus que mon investissement au sein de la Ligue.

J'ai trois enfants en bas âge. Demain, je vais m'occuper d'eux plus que l'année passée. Je vais pouvoir passer du temps avec eux sans me faire agresser par ailleurs. Ce n'est pas un soulagement mais ça y ressemble.

Pensiez-vous que ce serait aussi compliqué et que vous auriez rencontré autant d'obstacles en vous engageant dans cette mission ?

Je m'attendais forcément à rencontrer des problèmes, des obstacles, des gens réticents. Ça fait 26 ans que j'ai une licence d'athlétisme. J'ai eu des responsabilités progressivement, mais j'ai toujours vu ce qui se passait dans le milieu associatif.

Ce que à quoi je n'étais pas préparé, c'est la violence des attaques et des agressions. On n'a jamais connu ça en Alsace et en Lorraine sur ces quarante dernières années, ce n'est pas moi qui le dis. En Champagne, il y avait des tensions assez fortes, connues de certaines personnes. Je ne pensais pas que c'était aussi violent. On est en train de parler de sport. Il y a des choses bien plus graves. Plein de gens m'ont dit que j'étais courageux d'y aller. Non, le courage, c'est le bénévole qui s'engage dans une mission humanitaire, dans un pays en guerre. Il y a un

écart entre la perception de mon engagement et le comportement de certaines personnes. Ce qui est rassurant, c'est que les gens sont globalement lucides, ils ne sont pas laissés bernés par tout ce qui a été écrit. Ce n'est pas une partie de boxe ou de ping-pong, on ne se renvoie pas la balle. Normalement, on se passe le témoin.

« Soit on résiste au changement, soit on se demande comment on peut faire mieux »

Au-delà de ça, est-ce que ça ne met pas en avant la difficulté de mettre en place une politique commune sur ce vaste territoire ?

On le constate partout. Mais, soit on résiste au changement, soit on essaye de se demander comment on peut mieux faire. Je ne stigmatise pas les clubs ni les bénévoles, mais il ne s'agit clairement que d'une ou deux personnes qui ont des intérêts et qui essayent de manipuler l'opinion. Heureusement que par ailleurs j'ai reçu un soutien inconditionnel à côté.

Propos recueillis par Sylvain POHU